ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2025

LIAISON AUTOROUTIÈRE ENTRE CASTRES ET TOULOUSE - (N° 1446)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 530

présenté par

Mme Lejeune, M. Alexandre, Mme Abomangoli, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Legavre, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Legrain, Mme Éliisa Martin, Mme Lepvraud, M. Léaument, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, M. Taché, Mme Taurinya, M. Le Coq, Mme Stambach-Terre noir, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

La Nation se donne pour objectif, à l'horizon 2026, de comptabiliser le nombre exact d'arbres et arbustes abattus en conséquence de la reprise des travaux de liaison autoroutière entre Castres et Toulouse autorisée par la validation des arrêtés préfectoraux susmentionnés.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés du groupe LFI-NFP proposent qu'à l'horizon 2026, soit comptabilisé avec la plus grande précision l'impact environnemental qu'entraînerait la reprise des travaux de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse consécutive à la validation des arrêtés préfectoraux dont il est ici question, en l'espèce, en comptabilisant le nombre exact d'arbres et surtout d'arbustes qui seront abattus.

En effet, plusieurs études scientifiques ont démontré qu'un arbre en bonne santé pouvait stocker entre 10 et 40kg de CO₂/an en fonction de sa taille et de sa situation géographique. Compte tenu de l'accélération dramatique du dérèglement climatique causée par l'inaction du gouvernement, il

conviendrait d'évaluer ce que la reprise des travaux de l'A69 coûte à l'environnement en termes de nombre d'arbres et d'arbustes abattus.

Les députés du groupe LFI-NFP tiennent à dénoncer la manœuvre scandaleuse qui est à l'œuvre dans cet article unique consistant à valider par la loi deux arrêtés invalidés par la justice participant en l'espèce d'une atteinte manifeste à la séparation des pouvoirs et plus globalement à une confusion totale des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.